

TRIBUNE

19 Mai 1958

Numéro spécial

OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers de la
REGIE RENAULT

Depuis quatre ans, TRIBUNE OUVRIERE regroupe des camarades d'opinions différentes mais qui sont d'accord sur cette idée fondamentale : QUE LA CLASSE OUVRIERE NE POURRA AMELIORER ET MODIFIER SON SORT QUE PAR SA PROPRE LUTTE, EN S'ORGANISANT DE FACON AUTONOME.

Aujourd'hui les évènements posent à tous les ouvriers des problèmes graves. Depuis DEUX ANS, la guerre d'Algérie a créé une détérioration importante du niveau de vie des salariés ; mais ce qui se passe aujourd'hui à ALGER et à PARIS risque d'avoir des répercussions infiniment plus graves sur notre sort.

Devant cette situation, les camarades de TRIBUNE OUVRIERE et d'autres camarades qui n'y participent pas normalement se sont réunis pour confronter et clarifier leurs idées sur la situation et les moyens par lesquels les travailleurs pourraient lutter contre la détérioration de leur niveau de vie. Voici les idées sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord.

NI PFLIMLIN, NI de GAULLE

La rébellion des colons et des militaristes d'Alger avait deux objectifs :

- 1°) Imposer au gouvernement la poursuite et l'intensification de la guerre pour maintenir les privilèges monstrueux des colons et la domination française sur le peuple algérien qui n'en veut pas.
- 2°) Comme la guerre devient chaque jour plus impopulaire en France, comme il faut serrer encore plus la vis à la population travailleuse pour financer des dépenses militaires toujours croissantes, comme il faut supprimer toute opposition à la guerre ; POUR EUX il faut instaurer en FRANCE un gouvernement fort, capable d'imposer à la population la guerre à outrance.

Quelle que soit l'évolution ultérieure, que PFLIMLIN reste ou que de GAULLE lui succède, il faut voir que dès maintenant la rébellion a réussi dans le fond, car elle a imposé ces deux objectifs.

PFLIMLIN, qui avait fait avant son investiture de vagues allusions à des "pour-parlers" pour terminer la guerre, s'est empressé de déclarer qu'il ne pouvait y avoir de paix en ALGERIE qu'après la victoire. Dès maintenant, il porte le service militaire à 27 mois, il augmente les dépenses de guerre de 80 MILLIARDS, il intensifie la fabrication et l'envoi de matériel militaire en ALGERIE. En même temps, il fait voter la loi sur "l'état d'urgence" qui supprime en réalité toutes les libertés et les droits démocratiques. Avec cette loi, le gouvernement peut désormais faire ce qu'il veut : mettre des individus en résidence forcée (en fait les déporter), interdire toute manifestation et toute réunion, instaurer la censure, interdire les grèves, etc. Mais ce gouvernement qui soi-disant "défend la République" n'empêche pas SOUSTELLE et BIAGGI de filer à ALGER pour prendre la tête de la rébellion; ni les colons, les militaristes et de GAULLE de se préparer activement pour instaurer une dictature pure et simple.

Si demain de GAULLE succédait à PFLIMLIN, il ne ferait que poursuivre et aggraver une politique pour laquelle PFLIMLIN a déjà entièrement préparé le terrain :

INTENSIFIER LA GUERRE - FAIRE PAYER LA CLASSE OUVRIERE - LA LIQUIDER POUR QU'ELLE NE PUISSE PAS SE DEFENDRE.

Les partis "ouvriers", socialiste et communiste, s'associent à cette opération : les socialistes participent au nouveau gouvernement ; les communistes s'abstiennent lors de l'investiture de PFLIMLIN et lui votent la loi sur l'état d'urgence. Les syndicats marchent avec eux. Tout cela, sous le prétexte de "défendre la République". Sous ce prétexte, socialistes et communistes escamotent complètement les deux vrais problèmes :

- la nécessité immédiate de mettre fin à la guerre d'Algérie en reconnaissant l'indépendance du peuple algérien,
- la nécessité de défendre le niveau de vie de la classe ouvrière, qui se détériorera aussi longtemps que la guerre continuera.

Défendre la République ... mais quelle République ? Celle qui, pour alimenter les guerres coloniales, réduit le niveau de vie des travailleurs ? Celle qui envoie les C.R.S. tuer les ouvriers de NANTES mais investit le rebelle SALAN de tous les pouvoirs ? C'est précisément la République capitaliste française de 1958, sa pourriture et sa pagaille qui a engendré le coup de force d'Alger et qui fait constamment proliférer les forces fascistes et réactionnaires en FRANCE.

Aujourd'hui, de toute façon, la "défense de la République" est une sinistre farce. Les socialistes et les communistes associés aux partis bourgeois en ont supprimé l'essentiel en votant des pouvoirs dictatoriaux à un gouvernement réactionnaire pour continuer la guerre.

Devant cette situation la classe ouvrière est dans le désarroi. Elle comprend qu'on veut préparer son asservissement complet et son exploitation accrue. Elle suit de moins en moins les organisations traditionnelles, partis et syndicats, car l'expérience des douze dernières années lui a montré que ceux-ci ne défendent pas réellement ses intérêts. Elle n'a aucune envie de se mobiliser pour défendre un régime qu'elle juge pourri, ni approuver la politique des partis soi-disant ouvriers qui en sont devenus les auxiliaires.

Si la classe ouvrière n'est nullement disposée de payer les frais d'une guerre criminelle et absurde, ni à laisser s'instaurer une dictature, elle est plongée dans l'inquiétude car elle ne voit pas comment s'organiser et lutter. Pourtant la force de la classe ouvrière est immense et pourrait balayer aussi bien PFLIMLIN que de GAULLE. Il suffit de lire les journaux pour comprendre que la seule chose dont la bourgeoisie a peur actuellement c'est la mobilisation des masses ouvrières. Si pour organiser cette lutte les organisations traditionnelles sont carentes les ouvriers peuvent s'organiser eux-mêmes. A NANTES et à SAINT-NAZAIRE, en 1955, comme encore récemment en ESPAGNE, les ouvriers ont su déclencher leur lutte efficacement sans attendre les ordres des partis et des syndicats.

La seule riposte efficace contre la politique de guerre et contre la dictature, ce ne sont pas les palabres au parlement, ni l'alliance avec des partis bourgeois ; c'est LA LUTTE DES OUVRIERS. Cette lutte, les ouvriers peuvent l'organiser eux-mêmes, en constituant dans chaque atelier, dans chaque département des Comités pour la paix en ALGERIE et pour la défense des salaires et des libertés ouvrières. Si ces Comités se constituent et se regroupent dans chaque entreprise et dans chaque région, la classe ouvrière prendra conscience de sa force et pourra déterminer elle-même, démocratiquement, les objectifs pour lesquels elle veut lutter et les moyens qu'elle veut utiliser.

o o o

Dès maintenant, nous invitons les camarades qui se sentent proches de ces idées, à venir en discuter avec nous, en toute liberté, autour de TRIBUNE OUVRIERE. Un tel regroupement est une nécessité urgente, car seul il peut nous permettre de confronter et de clarifier notre expérience et nos idées et d'envisager, sur le plan de l'usine, les moyens d'action les plus efficaces en fonction de l'évolution de la situation.
